

REGION

# Résultat des études sanitaires : les associations restent sur leur faim

 2 min

**S**ervices de l'État, élus locaux, industriels, associations, lanceurs d'alerte étaient invités à la sous-préfecture d'Alès, ce mardi matin, afin de connaître les résultats de l'étude de Santé publique France

(SPF) concernant le cluster de cancers du cerveau enregistré à Salindres et Rousson, deux villages situés à quelques kilomètres d'Alès (Gard). Pour les grandes révélations ou les réponses définitives, il faudra revenir. Le mystère demeure quant aux causes possibles de ces cancers. Cinq pages de synthèse sont disponibles à partir de ce mercredi sur le site de l'agence SPF.

La parution de l'article du Monde, avec les révélations liées à la présence en masse de produits chimiques dans les cours d'eau proches de la plateforme chimique de Salindres, a quelque peu perturbé la séance. À l'écoute des conclusions du rapport, Emmanuel Allard, lanceur d'alerte et membre de l'association Mieux vivre en Cévennes, est resté sur sa faim : « Nous prenons acte de ce qui a été expliqué lors de la réunion, maintenant, nous attendons la poursuite des investigations dans un secteur plus large. C'est tout de même une sacrée ironie du sort que le jour même de cette réunion, les médias sortent cette affaire extrêmement documentée avec les PFAS. J'ai donc posé la question : quid de l'influence des PFAS sur le glioblastome ? Je n'ai pas eu de réponse. »

## **Les sels de TFA connus depuis les années 60**

Les élus locaux, de droite ou de gauche d'ailleurs, se montrent assez critiques envers le travail des journalistes d'investigation. Pour différentes raisons, perte de l'attractivité du territoire, risque de départ des sites industriels avec en corollaire la perte de salariés, les élus assurent en chœur que « les services de l'État suivent les analyses. Les

industriels assurent la transparence avec les autorités. Pour les PFAS, la situation est totalement réglementaire et contrôlée très régulièrement. »

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Ce serait oublier que la présence de l'acide trifluoroacétique (TFA), utilisé pour la fabrication de pesticides ou de médicaments, a déjà été révélée dans l'Avène, un cours d'eau proche de l'usine qui emploie 600 salariés. En 2007, des rejets intempestifs dans la rivière avaient donné lieu à des analyses. Les prélèvements réalisés avaient mis en cause l'industriel Rhodia. Ce dernier avait reconnu dans un document officiel « la présence de TFA dans les effluents de la plateforme chimique de Salindres. Il est probable que cette situation existe depuis le démarrage de la production de TFA dans les années 60. » Une procédure judiciaire avait été initiée à cette époque. Les plaintes avaient été classées. Rhodia avait cependant pris des mesures afin de réduire les rejets tout en précisant « qu'il n'existe aucune norme concernant ces sels TFA. » Dix-sept ans plus tard, la situation n'a guère évolué. Les normes, afin de réduire ces particules, n'ont toujours pas été fixées au niveau européen.

Aujourd'hui, le procureur de la République d'Alès, Abdelkrim Grini, est attentif à l'évolution de la situation. Le magistrat du parquet rappelle qu'« avec ou sans plainte, je peux me saisir des faits ».

Le mystère reste entier concernant les cancers du cerveau. Les études se poursuivent.

Fabrice Andrès

fandres@midilibre.com